

Préface à El Bi'r, par Gilbert Meynier, historien

Le film de Béatrice Dubell est une première en ce qu'il est une synthèse documentaire visuelle sur des faits méconnus : les engagements de fraternité humaine entre Algérien(ne)s et Français(es), à contre-courant de la sale guerre à contretemps de reconquête coloniale de 1954-1962. Certes, ont bien été publiés des livres sur la Fédération de France du FLN, ou sur les « porteurs de valises » – le plus récent est dû à un historien britannique, Martin Evans, qui vient d'être publié en français –, ainsi que des mémoires de ces militants engagés dans le combat algéro-français solidaire. Mais ces livres demeurent peu connus, et ils restent passablement confinés à quelques cercles de militants et de spécialistes. Et tous, ou presque, traitent des réseaux centrés sur Paris – réseau Jeanson, puis réseau Curiel. A la différence du sujet traité dans el bi'r (al bi'r), ces réseaux n'avaient pas de lien particulier avec le catholicisme.

Béatrice Dubell, elle, a donné, en les filmant simplement, avec rigueur et sans affectation, la parole à des témoins/acteurs – algériens et français – inconnus, aux antipodes du vedettariat. L'émotion ne se relâche pas tout au long du film, des souvenirs bouleversants du regretté Amor Ghezali, qui fut l'un des dirigeants qui se succédèrent à la tête de la wilâya 1, à l'évocation enthousiaste d'une dame algéro-lyonnaise de sa première machine à laver. Cela dans le cadre de Lyon, cité qui n'est souvent guère mentionnée que pour l'affaire dite des « prêtres du Prado ». La ville, qui avait été la capitale de la Résistance antinazie, était aussi un foyer essentiel du catholicisme social. Elle abritait une trentaine de milliers de Maghrébins, très majoritairement algériens – harcelés par la police, arrêtés et emprisonnés par centaines, politiquement et socialement précarisés.

Toute agnostique qu'elle soit, Béatrice Dubell a choisi de faire connaître l'organisation des solidarités algéro-françaises émanées du milieu catholique lyonnais. Assez homogène, ce milieu fut chronologiquement le premier à militer en faveur des Algériens exploités, discriminés et réprimés par le système colonial ; cela jusqu'en avril 1959, date de l'arrestation de Mahmud Mansouri, de son nom de guerre Séoud, qui dirigeait alors la wilâya de Lyon. Prit, en quelque sorte, par la suite le relais un réseau davantage marqué à gauche et sans références religieuses, mais plutôt moins homogène : sous l'impulsion de l'homme de théâtre Jean-Marie Boëglin, s'y côtoyaient des libertaires et autres sans partis – parmi eux des protestants – et des communistes à la marge : le portage de valises était un motif d'exclusion automatique du PCF en cas d'arrestation. Alors que, après 1962, nombre de militants de ce réseau devinrent amers, au point de souvent rompre avec l'Algérie réelle, les catholiques, eux, ne furent pas coupés de leur institution religieuse ; ils furent moins noyés de désillusion, et ils gardèrent davantage de liens – discrets mais réels – avec l'Algérie des Algériens.

Ne nous y trompons pas : le cardinal archevêque de Lyon et primat des Gaules Monseigneur Gerlier, ne fut pas un porteur de valises. Mais il avait chargé ses prêtres d'une mission d'entraide et de solidarité avec les Algériens de Lyon. Parmi eux, émerge la figure d'Albert Carteron. Ce prêtre ouvrier avait déjà séjourné en Algérie dès avant 1954. Balayeur à l'hôpital de Constantine, il en fut expulsé en 1955. Dès lors, son petit appartement de la rue Villeroy, au cœur du Lyon algérien de la place du Pont – aujourd'hui plombée par un insipide et roide immeuble en verre – servit de havre à ses frères algériens : ils furent en permanence cinq ou six à y demeurer avec lui. Après la guerre, il retourna à Constantine, il suivit une formation d'infirmier. Puis, dans une région particulièrement pauvre en encadrement médical, il se dépensa sans compter, totalement absorbé par sa tâche, jusqu'à sa mort en 1992, à 80 ans, dans un accident de voiture à El Kantara – entre Batna et Biskra. Ainsi vécut-il sa foi, dans la discrétion d'un engagement que nombre d'athées, marxistes ou autres, peuvent comprendre et partager – au demeurant, ce prêtre, qui, aussi, pensait et rédigeait, avait une culture marxistes non négligeable.

Pendant la guerre d'indépendance, les Algériens de Lyon avaient surnommé Albert Carteron al bi'r : le puits, en arabe - l'homme des secrets bien bien cachés. Le film de Béatrice Dubell est

plus qu'une margelle : il permet de retrouver l'eau du passé enfoui, du passé qui dérange, et la France, et un certain catholicisme conservateur. C'est aussi un puits de lumière sur le monde décisif des petits et des sans grade qui, quasi souterrainement, font aussi l'histoire. Il remet à leur morne place les idéologues crispés de la prétendue « identité nationale ». Il renvoie dos à dos les lobbies de mémoire qui tonitruent sur place au nord de la Méditerranée et, au sud, cet obscurantisme structurel qui poigne l'Algérie, et que tentent de secouer tant d'engagements multiformes dans la société civile. Voilà un film qui vaut mille fois plus qu'une « repentance » – terme religieux que l'auteur de ces lignes récuse parce qu'il a trop de respect pour les religions pour en mésuser : une reconnaissance de responsabilités par l'État français dans les traumatismes causés par le système colonial serait un acte politique fort, un acte d'honnêteté et un acte d'humanité. Et c'est bien ce à quoi convie implicitement *al bi'r* : l'œuvre de Béatrice Dubell met en évidence ce que furent ces responsabilités premières, et où elles furent. *Bi'r* provient de la racine *ba'ara* – *ba'ara* c'est creuser un puits, mais en optique, c'est, aussi, focaliser.

Son film citoyen montre aussi que le pire n'est pas forcément programmé, et que les solidarités humaines font, aussi, partie de l'histoire. Elle rappelle pudiquement que, au-delà des religions, des cultures, des tabous et des formalisations politiques vulgaires, il s'est trouvé des humains – appelons les si l'on veut, ici, « algériens » et « français » – pour que la devise « liberté, égalité, fraternité » soit un objectif premier et une réalité vivante. En particulier, elle prouve, si besoin en était, qu'il n'existe pas de muraille de Chine entre les religions, en particulier entre les trois religions monothéistes : au XIIe siècle, l'abbé de Cluny Pierre le Vénérable tenait pour vrai que l'islam était une variété de christianisme.

Al bi'r invite à méditer sur les voies et moyens d'un avenir partagé de respect et de concorde de part et d'autre de la Méditerranée qui soit autre chose qu'un fourre-tout combinant médiatisation et marché ; je le ressens comme un message d'espoir, aussi bien, ici, pour les jeunes d'ascendance algérienne désorientés que, là-bas, pour les harragas désespérés. Mon maître et ami, le regretté Pierre Vidal-Naquet – qui enseigna l'histoire grecque à l'université de Lyon peu après la fin de la guerre de 1954-1962, et qui avait naguère été, notamment, le militant anticolonialiste résolu et le dreyfusiste rigoureux du comité Audin – pensait que l'historien qui se respecte est, aussi, indissociablement, un citoyen. *Al bi'r* est un matériau désormais incontournable pour le champ historique et un document pédagogique lumineux sur lequel les citoyens auront à réfléchir pour édifier leur futur.

Gilbert Meynier, professeur émérite d'histoire de l'université Nancy-II et spécialiste de l'histoire de l'Algérie